

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

## Sur une motion

**L**a motion sur la guerre votée par le Congrès des instituteurs et autour de laquelle la presse s'est livrée à une manifestation tapageuse, marquera une date importante dans l'histoire du syndicalisme français.

D'aucuns prétendent peut-être qu'il ne s'agit, après tout, que d'une motion, une de plus, que les instituteurs privilégiés de leurs programmes, continueront à enseigner le patriottisme dans leurs classes et que la guerre ne s'en portera pas plus mal. Mais c'est là crier l'évidence. Nous disons, au contraire, que cette motion est un heureux signe des temps. Que des instituteurs assemblés en congrès, dans un moment où souffle un vent de chauvinisme, où s'avèrent impuissantes toutes les conférences du désarmement, où à la faveur de l'hitlérisme une propagande nationaliste se développe en France, affirme courageusement qu'il ne saurait exister de défense nationale et que les guerres, quelles qu'elles soient, offensives ou défensives, sont toujours provoquées par des rivalités impérialistes, une paix manifestement dépassé évidemment le cadre d'une vaine littérature ; elle marque un progrès décisif des idées et des attitudes des instituteurs syndiqués.

Disons aussi qu'elle est la preuve de la puissance du syndicalisme, car c'est à lui que les instituteurs doivent de s'être élevés d'un vague et dangereux pacifisme, plus ou moins contaminé de patriotisme petit bourgeois, jusqu'à une conception claire, irréfutable, qui bannit les derniers vestiges du chauvinisme et qui fait appel à la lutte de classe pour lutter contre la guerre impérialiste.

Il reste aux instituteurs à abandonner quelques ultimes illusions. La plus grave, à notre sens, est l'illusion parlementaire et gouvernementale. Compter sur le Parlement et le gouvernement pour s'opposer en quelque manière que ce soit à la guerre, c'est oublier l'expérience historique, c'est ignorer la structure et le fonctionnement de la démocratie bourgeoise. Une autre illusion est sans doute de faire confiance aux partis pour réaliser le désarmement. Les partis, depuis qu'ils existent, ont constamment montré leur impuissance et leur nocivité. L'exemple actuel de la Sociale Démocratie et du P.C.A. ne doit pas être perdu. En fait, la classe ouvrière ne saurait compter que sur elle-même pour lutter efficacement contre la guerre. Si elle ne doit écarter aucun concours, d'où qu'il vienne, elle doit contrôler toute la lutte anti-guerrière et ne s'en remettre à personne du soin de son propre salut.

Enfin, il reste aux instituteurs à faire passer dans la pratique les résolutions de leurs congrès. Ils y trouveront maintes difficultés. Ne doutons pas que nos patriotes ne s'exciteront à l'envi contre ces éducateurs du peuple qui tournent le dos à la patrie. Nous allons assister sans aucun doute à une levée de boucliers de tous les Vautel et sous-Vautel du journalisme qui s'instituent contre monnaie sonnante les chiens de garde du capitalisme. Les instituteurs feront face à la meute. Ils n'ont rien à craindre aussi longtemps qu'ils resteront unis. Ils seront plus forts encore demain quand ils auront réalisé leur union avec leurs camarades de la Fédération unitaire. Ensemble, ils pourront entreprendre de grandes tâches et d'abord de rendre à la C.G.T. reconstituée, son vrai visage, par l'abandon de toutes les méthodes de collaboration qui ont fait faillite à Genève et ailleurs.

Quant aux anarchistes, ils se félicitent de voir les instituteurs abandonner les mots d'ordre du pacifisme bourgeois et se détournent des aventures du bolchevisme pour se rallier aux mots d'ordre qu'ils ont proclamés lors du récent congrès d'Orléans et dont le terme essentiel consiste dans la grève générale. Mieux que personne, les instituteurs peuvent le répandre, familiariser la classe ouvrière avec son contenu théorique et pratique. Aucun travail n'est plus urgent.

LASHORTES.

## Le Libertaire ne doit pas disparaître

## Prémisses à la Révolution

permettra de rallier les travailleurs dégoûtés des politiciens.

Dans ses deux dernières réunions la C.A. a envisagé l'action pour cet hiver. Un programme d'action est ébauché que nous ne tarderons pas à faire connaître à nos amis.

Pourtant il y a un point noir au tableau. C'est le « Libertaire ».

Notre journal est l'axe de toute l'action anarchiste. C'est par lui que nous avons pu propager, dans ces dernières années, notre pensée anarchiste. C'est par lui que nous avons pu mener à bien de nombreuses campagnes.

Aujourd'hui plus que jamais il nous est indispensable. Que le « Libertaire » disparaît et toute notre action future est compromise, c'est quarante années de propagande qui disparaissent avec lui. De nombreux efforts ont déjà été faits pour assurer sa publication, ces efforts doivent se renouveler, voire s'intensifier.

La crise présente entrave énormément notre développement. Beaucoup de camarades nous écrivent, qui approuvent notre action, mais ne peuvent nous apporter leur aide financière comme ils le désiraient étant en chômage.

Nous nous trouvons devant un déficit de

500 francs par numéro. Chiffre énorme pour notre pauvre budget, mais qui pourrait être minime si tous nos amis étaient décidés de faire l'effort nécessaire. Pour le combler il suffirait de trouver 100 camarades qui verseraient chacun 5 francs ou encore 250 camarades à 2 fr., ou 500 camarades, ce qui serait mieux, à 1 fr.

Ce point est le premier but à atteindre. Tous les groupes de l'U.A. doivent organiser des groupes d'amis du « Libertaire » qui seront chargés de recevoir les souscriptions, les abonnements et réabonnements. Ce mouvement doit être suivi par tous nos camarades isolés pour tenter de créer autour d'eux des groupes d'amis du « Libertaire ». Que tous se mettent dans ce but en correspondance avec notre camarade Scheck au « Libertaire ».

En attendant que la vie de ces groupes fonctionne normalement, pour assurer la publication immédiate du « Libertaire », la C.A. a lancé une souscription extraordinaire. Elle demande que tous les camarades qui le pourraient versent 50 francs en une ou plusieurs fois, plusieurs amis nous ont déjà répondu, mais ils sont trop peu nombreux.

Camarades, n'attendez pas, vite envoyez votre aide, la vie du « Libertaire » en dépend.

## A PROPOS... ...de sélection

Je ne suis pas du tout d'accord avec mon excellent camarade Roger Monclin. Vous me direz que cela n'a qu'une importance toute relative. Pourtant les motifs qui, sur un point précis nous divisent, valent, à mon avis, d'être exposés.

Sous le titre : « Une loi humaine... en Allemagne. La stérilisation des incurables et des tarés », Roger Monclin, dans la *Patrie Humaine*, semble approuver Hitler qui a fait promulguer une loi permettant d'appliquer à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1934, la stérilisation chirurgicale à tous les individus atteints de maladies héréditaires, de troubles mentaux, d'alcoolisme. Une nouvelle loi serait promulguée, sous peu, prescrivant la castration obligatoire des criminels sadiques.

Et Monclin verrait d'un bon œil appliquer ces lois en France, car elles constituent, selon lui, « une des justes réclamations des classes opprimées »...

Je ne suis pas contre la stérilisation, pas plus que je ne suis contre l'avortement. On peut remarquer que la première opération simplifie singulièrement la deuxième !

Mais je dis et j'affirme ce que tout anarchiste affirmera avec moi : stérilisation comme avortement sont deux choses qui relèvent de la conscience individuelle. Chacun a le droit imprescriptible de disposer de sa carcasse et de ce qui peut se trouver à l'intérieur.

Sélection humaine ? Stérilisation de tous les syphilitiques, alcooliques, tubers, demi-tapés et autres cinglés qui constituent l'immense majorité de la faune humaine ? Transformer la planète en un immense parc à eunuques ? C'est un point de vue.

Mais quels seront les sélectionneurs ? Qui sera chargé par la loi « humaine » de désigner au bistouri des stérilisateurs ceux qu'on appelle les tarés ?

Des commissions de toubibs, de magistrats et autres personnalités officielles ? Laissez-moi rire. Ça ferait du drôle de boulot, mais vous le savez.

Une loi « humaine » cela équivaut à une « guerre du droit ».

Les « classes opprimées », mon cher Monclin n'obtiendront rien que par la force. Et elles demandent surtout à ne pas être stérilisées. Elles n'ont déjà pas tant de ressort !...

Qu'on leur fasse comprendre, par une propagande intelligente, qu'il est criminel de procréer en certaines circonstances, qui donner la vie à un être humain est une chose grave, bravo !

Ce qui donne naissance aux criminels, ce n'est pas tant l'ascendance que le régime capitaliste basé sur l'autorité, le vol, la spoliation, l'exploitation de l'homme par l'homme, l'injustice, et qui fait des hommes ces fous criminels qui acceptent les uns avec sadisme, les autres avec passivité de s'entretenir dans des guerres « du droit ».

Supprimons, suivant nos vieilles formules — dont certains esprits « supérieurs » se gaussonnent — la cause et nous supprimons l'effet.

Alors nous pourrons entreprendre, d'une façon méthodique, en nous aidant de toutes les découvertes de la science, la guérison ou tout au moins la rééducation des tarés, syphilitiques, alcooliques, militaires professionnels, magistrats, curétons de toutes robes, etc. Il sera vain pour eux d'espérer en une loi ordonnant leur abéardisation. — Pierre Maudès.

## Lettre d'Espagne

La République des « travailleurs », de jour en jour plus impopulaire, ne maintient l'équilibre que grâce à sa politique ultra-révolutionnaire. Et, naturellement, elle a déclaré une guerre ouverte, sans merci, à la Confédération Nationale du Travail et à la Fédération anarchiste ibérique (ces deux grandes puissances révolutionnaires d'Espagne) maintenant la fermeture de presque tous les syndicats d'Espagne, du Comité National de la C.N.T. et de la plus grande partie des groupes libertaires adhérents à la F.A.I. A.

La « loi d'ordre public » supplément à celle de défense de la République, est une loi nettement fasciste ; dans un autre article,

nous en traduirons les points essentiels,

afin que les camarades français se rendent compte comment « on » gouverne en Espagne.

Aujourd'hui, notre but est surtout de parler des cas de répression les plus féroces,

les plus scandaleux ; répression qui s'acharne contre les militants anarchistes et contre tous les révoltés sans parti.

Nous parlerons donc des deux derniers procès qui viennent de remuer l'opinion entière, et qui ont provoqué parmi nous et parmi tout ce que l'Espagne compte encore de consciences libres, une douloureuse et profonde indignation.

### LE PROCES DE TARRASA

Mars 1932. — Les camarades de Tarrasa (petite ville de Catalogne où la C.N.T. compte de nombreux et ardents adeptes) apprirent que le *Buenos Ayres* a pris la haute mer pour une direction inconnue, transportant dans ses cales plus de 100 travailleurs vers l'exil, la déportation. Ils manifestent dans la rue leur indignation et, en signe de protestation, s'emparent de la mairie, hissent le drapeau rouge et noir. Afin d'éviter toute rencontre sanglante, les gardes civils sont enfermés dans leur cage.

Protestation virile, mais pacifique, de travailleurs au grand cœur qui se sentent profondément touchés dans leurs sentiments de classe par l'unique déportation de leurs frères de lutte.

Contre la protestation populaire, la censure fonctionne, comme au temps de Primo de Rivera. « Solidaridad Obrera » de Barcelone est parue ces jours-ci, la première page presque toute « en blanc ! » Après l'odieux verdict, après le crime judiciaire, la lâche conspiration du silence, la dictature censure, remise en vigueur pour étouffer la voix de la Confédération.

Pas une seule goutte de sang versé, pas un seul acte de « vandalisme ! » Et malgré cela, 38 camarades de Tarrasa viennent d'être condamnés par un Conseil de guerre, après 17 mois de prévention, à 48 années de bagne.

4 condamnations à 20 ans,

29 condamnations à 12 ans,

5 condamnations à 6 ans.

Seuls, 4 verdicts d'inculpabilité en faveur de 4 compagnons, tous du Parti communiste. Condamnations monstrueuses, édictées sans aucune preuve palpable ! Justice de classe ! Conseil de guerre pour des militaires de la C.N.T., alors que les monarchistes rebelles d'août 1932, qui viennent au coup d'Etat, presque tous militaires de haut grade commandés par le général Sanjurjo, ont été jugés par un Tribunal civil, avec tous les égards dus à leur rang !

Cette tentative de coup d'Etat a coûté la vie à plusieurs soldats...

Contre la protestation populaire, la censure fonctionne, comme au temps de Primo de Rivera. « Solidaridad Obrera » de Barcelone est parue ces jours-ci, la première page presque toute « en blanc ! » Après l'odieux verdict, après le crime judiciaire,

la lâche conspiration du silence, la dictature censure, remise en vigueur pour étouffer la voix de la Confédération.

### CASTILEBLANCO

1932. Vous souvenez-vous de ce drame de Castileblanco ? D'humbles paysans (Castileblanco est un pauvre village d'Estremadure) poussés à bout par la misère séculaire, par les abus éhontés de leurs exploitants et par les provocations et persécutions de ces chiens de garde hargnoux que l'on nomme « gardes civils » se soulèvent un jour de l'année passée et abattent quelques-uns de ces bandits en uniforme, faisant eux-mêmes justice !

On a dit que des paysannes piétinèrent les cadavres, dansèrent dessus !... Cela, personne ne l'a prouvé, mais fait-il vrai,

ce ne serait qu'une tragique démonstration de la haine profonde que le peuple des campagnes espagnoles nourrit contre la Garde civile.

(Lire la suite page 2).

## UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

## Grande Fête Champêtre

Les 13, 14, 15 Août  
à GARCHES au lieu dit "Champs de Manœuvres"

Parties de Concert et jeux divers seront organisés

Départs gare St-Lazare : 7 h., 7 h. 30, 8 h. 30, 9 h. 30, 10 h. 30, 11 h. 30 ensuite toutes les demi-heures.

Retour : 16 h. 06, 17 h. 06, 18 h. 06, 19 h. 06, 19 h. 36, 19 h. 57, 20 h. 27, 20 h. 57, 21 h. 27, 21 h. 57, 22 h. 57.

Prix du billet aller et retour : 5 fr.

## ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an ... 22 fr.	Un an ... 30 fr.
Six mois ... 11 fr.	Six mois ... 16 fr.
Trois mois ... 5 50	Trois mois ... 7 50
Chèque postal Frémont 1642-80	

Rédaction : Pierre Maudès  
Administration : Frémont  
23, Rue du Moulin-Joly, Paris, (11<sup>e</sup>).  
Angle de la rue Fontaine-au-Roi, (11<sup>e</sup>).  
Gé au-dessus du Modern Garage, 2<sup>e</sup> étage.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté, adéquat à chaque époque.

Lorsque les profits d'une Société financière ne rémunèrent plus le capital engagé et que ses perspectives ne laissent aucun doute sur son faible rendement alors ceux qui la dirigent ramènent le capital à un chiffre inférieur en rapport des possibilités de bénéfices. Les actionnaires sont ainsi lésés d'une partie de leur capital, ils perdent de l'argent. On appelle cela, en terme de Bourse, donner un coup d'accordéon.

Toutes les affaires financières mal gérées ou qui ne font pas de bénéfices donnent périodiquement un coup d'accordéon. Roosevelt, administrateur de la Société Etats-Unis, vient de donner lui aussi un coup d'accordéon. Tant que le capitalisme se développe, évidemment ses ramifications en tous sens pour trouver la substance qui lui est nécessaire alors tout va bien, c'est la prospérité et l'optimisme le plus beat ; mais qu'elle vienne à faire défaut alors les troubles apparaissent : ils ont noms misères, ruines, chômage, faillite.

Le développement bancaire aux Etats-Unis avait pris des proportions formidables, au début de l'année, l'arrêt des transactions menaçait la crise à son point aigu, à ce moment l'affirmation de Roosevelt de sauver le dollar précipite la chute de ces innombrables maisons de crédit, commerciales ou industrielles n'ayant aucune base solide et qui ne vivaient que grâce à une circulation monétaire intense et un crédit sans cesse renouvelé.

L'endettement privé avait pris des proportions telles, et la chute des prix avait rendu à tel point problématique l'exécution des obligations assumées par les débiteurs au temps de la prospérité que, virtuellement, tout le système bancaire américain et une grande partie des entreprises industrielles et des exploitations agricoles se trouvaient en état de faillite.

Débarrassé par son coup d'accordéon, de ces établissements qui étaient un véritable poids lourd pour l'économie du pays et pour essayer de sauver le capitalisme américain d'une faillite plus grave encore, il prit la décision de dévaloriser le dollar, ce qui soulagerait l'Etat de ses dettes (1).

Il est commode à un chef d'Etat de décret, d'édicter

# Lettre d'Espagne

(Suite de la première page)

et de la production qui doit être défini par des ordres particuliers à chaque industrie et à chaque ville, Roosevelt, qui croit son remède efficace, a été amené à agir de suite publiquement en lançant directement un appel aux employeurs et employés et il demande aux consommateurs de n'acheter qu'aux employeurs qui ont répondu à son appel et qui seront reconnaissables à son insigne.

On se plaisait à dire qu'il n'y avait pas de question sociale aux Etats-Unis ; aujourd'hui elle est posée et avec une force telle qu'elle requiert l'attention des plus optimistes, des moins touchés par cette crise sans aucun précédent dans l'histoire, sans analogie aucune avec les crises que le monde a subies à ce jour. Les technocrates, au début de l'année, avaient prophétisé l'état des choses existant mais la ploutocratie américaine qui sentait le danger a réagi rapidement contre un courant d'idées qui la menaçait.

Roosevelt aux prises avec les difficultés, essaye de limiter l'emprise sans cesse croissante du capitalisme, industriel et bancaire, sur la vie économique du pays.

Les trust se sont réjouis lors du coup d'accordéon qui les débarrassait de concurrents moins heureux, le marché se débarrassait à leur profit, mais tous n'acceptent point aujourd'hui cette ingérence de Roosevelt dans leurs affaires, qui prétend imposer un salaire minimum (combiné réduit, hélas !) pour un temps de travail limité. Déjà des journaux craignent que cette expérience « ne soit une aggravation du chaos économique tant il s'est écarter des principes qui, de tout temps, ont présidé à une saine politique » (3). Des démocrates sont en désaccord sur ces mesures avec leur président. S'il naît un conflit d'intérêts entre Roosevelt et le capitalisme sur le statut actuel et les droits de la propriété alors que ceux qui se prétendent légitimes et qui ont des priviléges vont découvrir l'injustice la clique propriétaire fera flèche de tout bois pour conserver les positions acquises contre le gouvernement si c'est nécessaire, ouvrant ainsi la voie aux revendications légitimes de vingt millions d'affamés.

BERNARD ANDRE.

(3) *Le Capital*, art. de M. Desmaret.

Les 22 accusés de Castilblanco, hommes simples et illétrés, presque primitifs, sont humblement devant le Tribunal les tortures dont ils furent victimes, les longs jours de martyre attachés dans leur cellule, les membres douloureux, les épaules ensanglantées, emmurés vivants sans voir aucun visage familier !

Après un an d'agonie, ces malheureux viennent d'être traduits devant la Justice bourgeoise : 11 d'entre eux ont été condamnés à 30 et 20 ans de bagne !

Dans la révolte de tout un village, révolté causée par la faim, peut-on choisir des « chefs », des « responsables » ? La logique humaine répond non, mais il s'agissait, pour la bourgeoisie, de faire example et de venger la Garde civique, corps d'assassins qui défendent si fidèlement ses priviléges.

Souhaitons de tout notre cœur que cette campagne aboutisse et que les 9.000 prisonniers « sociaux » qui peuplent les prisons de l'Espagne « républicaine » soient rendus à leurs foyers, à leurs compagnons de lutte.

militants de la C. N. T. et de la F. A. I. ; les hommes intègres, les lutteurs infatigables qui gèrent leur « politique » brutale et stupide, troublent leur digestion d'« ex-révolutionnaires » !

Mais, là encore, Azafia n'aura pas le dernier mot, car la campagne menée par la C. N. T. en faveur de l'amnistie provoque des commentaires passionnés, intéressés l'opinion publique, en dépit des nombreux meetings interdits et de la censure.

Souhaitons de tout notre cœur que cette campagne aboutisse et que les 9.000 prisonniers « sociaux » qui peuplent les prisons de l'Espagne « républicaine » soient rendus à leurs foyers, à leurs compagnons de lutte.

## LA PRISON D'ETAT

Honteuse survie de la royauté et de la dictature, la prison d'Etat (« prison gubernative ») fonctionne encore aujourd'hui. C'est un moyen commode de se débarrasser des militaires trop actifs, que l'on ne peut accuser de moindre délit. Ainsi, point besoin de « délit » pour jeter ces hommes en prison ! Sans aucun motif, ils sont mis à la disposition du ministre de l'Intérieur qui, de son propre chef et se moquant de la Constitution, les condamne à des peines indéterminées, ignorées par les intéressés eux-mêmes.

Dans toutes les prisons espagnoles, on compte des centaines de « prisonniers d'Etat » qui attendent le bon plaisir d'un ministre dictateur. C'est le cas de nos camarades Ascaso, Durrueta, Pérez (Combina) et P. Diez qui, en compagnie d'autres « gubernatrices » de la région andalouse, sont enfermés depuis plus de 4 mois à la Centrale de Puerto de Santa-Maria, là-bas, à Cadiz, sans qu'on daigne leur dire pourquoi ils sont détenus et jusqu'à quand !

C'est le cas des camarades Muñoz, Medina, Pérez, Rubio, Vallejo, Conesa, Martínez, Maestu, Alcodor et Rodríguez, qui depuis cent jours subissent la « prison d'Etat » à la Modelada Barcelone.

Honte de cette République social-fasciste, la « prison d'Etat » doit disparaître.

## LA DERNIERE INVENTION DE CASAS-SASSIN EN CHEF DE CASAS VIEJAS, QUI A DECLARÉ « NE PAS RECONNAÎTRE L'OPORTUNITÉ DE L'AMNISTIE ». NATURELLEMENT, TOUT LE CHŒUR DES SOCIAL-TRAITRES A DIT « AMEN » ! COMMENT DONC, IL NE LEUR CONVIENT PAS DE LÂCHER LES

Toutes les prisons d'Espagne sont bondées de militants de la C. N. T. et de la F. A. I. : les camarades tombés lors du mouvement révolutionnaire du 8 janvier sont les survivants de Casas Viejas qui n'ont échappé à la fusillade et au bûcher que pour être jetés dans les cachots, etc., toutes les victimes, enfin, de la lutte implacable entre le capital meurtrier et le travail humilié. Une huer d'espérance était venue illuminer les tristes cellules, les foyers abandonnés, détruits par la misère : l'amnistie qui fut discutée au Parlement et commentée dans toute la presse. Mais cette mesure réparatrice, ce geste d'humanité fut repoussé par le président du Conseil Azafia, l'assassin en chef de Casas Viejas, qui a déclaré « ne pas reconnaître l'opportunité de l'amnistie ». Naturellement, tout le chœur des social-traîtres a dit « amen » ! Comment donc, il ne leur convient pas de lâcher les

Deux petites informations.

Dimanche dernier, dans la région de Verdun, s'est déroulée une émouvante cérémonie. Les habitants de l'ancien village de Cumières se sont réunis pour saluer les ruines de ce qui fut avant 1914 leurs habitations. Car après les carnages de Verdun, il ne restait plus une pierre entière, et le sol complètement bouleversé fut à jamais rendu incultivable. Cumières fut rayée officiellement de la carte géographique.

Dimanche dernier également, l'autorité militaire communiquait que dans le département du Pas-de-Calais, au cours de fouilles effectuées en juillet, 157 squelettes de soldats français et allemands avaient été exhumés.

L'autorité militaire n'est pas précisément célébré par ses excès de sentimentalisme, et quand elle a quelque chose à communiquer aux « civils » elle ne s'embarrasse pas de circonlocutions.

Pourtant, il se dégage de la séche nomenclature des objets trouvés sur les squelettes dans le but de permettre l'identification possible de ce « matériel humain » hors d'usage, une horreur tragique qu'elle n'a pas soupçonnée. C'est ainsi que sur un des corps, il a été retrouvé « une alliance sans inscription et une sorte de sachet en fil, fait au crochet, sur lequel est fixé un médaillon avec photo représentant une tête de femme ».

Faut-il beaucoup d'imagination pour réaliser par ces simples mots l'atroce destin de tant de pauvres types ?

Nous sommes au mois d'août, voilà donc dix-neuf ans exactement que la guerre a éclaté. Ne nous paraît-il pas que ces deux petits faits divers sont tout à fait « aptes et idônes », selon le langage militaire, à célébrer comme il convient cet anniversaire ?

Il paraît qu'à Strasbourg les ordures ménagères n'étaient pas vidées par les « boueux » en grève, et la solidarité agaçante du camarade Phœbus s'en mêlant, l'insalubrité commence à devenir inquiétante.

Je ne peux m'empêcher de trouver réjouissant ce détail de la grève strasbourgeoise. C'est la démonstration éclatante et originale de ce que peut le prolétariat rien qu'en se croisant les bras et l'embarras où il peut mettre les pouvoirs publics. A ce propos le maire Hueber, naguère encore communiste, se gratte désespérément la tête en suppliant les travailleurs municipaux de bien vouloir reprendre le boulot, lesquels ne veulent rien savoir.

Dans son ensemble d'ailleurs, cette grève de Strasbourg est une magnifique manifestation de force ouvrière qui, si elle n'est pas dissociée par les rivalités des chefs, peut conduire les ouvriers à une victoire qui aurait d'intéressantes répercussions sur le prolétariat français tout entier.

« Entre eux et nous, c'est une question de force », disait en 1920, à Strasbourg même, cette vieille bourrique de Clémenceau. Que les ouvriers alsaciens retiennent cet enseignement, plus vrai que jamais. Par leur cohésion et leur tenacité, la force, ils la détiennent. Qu'ils ne la laissent pas s'échapper.

A l'égard de la grève générale les politiciens socialistes ont souvent montré une répugnance assez marquée. Aujourd'hui encore l'idée que la classe ouvrière pourrait, par l'action directe de la grève, s'insurger contre ses maîtres sans demander leur autorisation à MM. les augures est désagréable à beaucoup.

L'autre jour à propos du meeting socialiste de Japy, le *Populaire* montait en épingle à la première page un vieux texte de Jules Guesde entièrement dirigé contre la grève générale.

Ce théoricien à barbe, qui devait si piteusement terminer sa carrière dans le cabinet d'union sacrée de 1914 et qui oublia, au moment où il en avait le plus besoin, son intransigeance légendaire, compare élégamment dans cet article la grève généralisée à un « cul-de-sac » et lui oppose, devinez quoi, la conquête des pouvoirs publics, du gouvernement... par le bulletin de vote !

Après cela et le lendemain même, Léon Blum s'étonne — il s'étonne aussi facilement qu'il s'épouvanter — que « dans les motions soumises au congrès sur les méthodes de lutte pour la conquête du pouvoir, la grève générale ait tenu une place si effacée ». Quant à lui, il reste convaincu qu'« quelle démeure le moyen suprême de défense et de conquête du prolétariat, un moyen qui n'appartient qu'à lui, et dont nul ne peut le frustrer ».

Ces contradictions d'un jour à l'autre de l'organe officiel du Parti marquent bien, l'extrême confusion qui règne chez les socialistes.

Notre rôle est d'enregistrer ces contradictions et de dénoncer ces confusions.

LOUIS ANDRE.

MYRIN.

# AUX HASARDS DU CHEMIN

## Encore des miracles

La crédulité humaine est une matière d'exploitation qui résiste à la crise. Qu'un commerçant avise veuille se fonder sur elle, et tous les espoirs sont permis.

Connaissez-vous cette histoire de Beauring, petite ville de l'Ardenne belge, qui est sur le point d'éclipser la renommée de nos Louvres et de nos Listoux ? Ça a commencé par une touchante aventure de petits enfants qui, allant à la recherche d'une balle perdue dans le jardin du monastère, eurent la surprise de voir une belle dame qui prétendait être la Sainte Vierge. L'affaire parut sur cette donnée puérile. Des foules enthousiastes, des malades par centaines accoururent. Naturellement, il y eut des miracles. Ce fut un magnifique lancement.

Cependant, après un temps de pleine prospérité, on s'aperçut que les apparitions de Beauring faisaient moindre recette. Les statistiques soigneusement étudiées à l'archevêché révélèrent une baisse fâcheuse des effectifs de pèlerins. Il fallait à tout prix corser l'affaire. C'est alors que le garde-champêtre entra en scène. Et du coup ce fut une magnifique reprise. Car le garde-champêtre avait, lui aussi, vu la Sainte Vierge. Elle lui avait même communiqué un de ces plus chers désirs : celui de voir construire une grande église où l'on viendrait la prier et l'honorer.

Ce désir était trop légitime, on l'avouera, pour n'être pas exaucé. Des quêtes furent donc faites, très fructueuses, au dire des organisateurs. On vit d'étonnantes sacrifices, de pauvres diables, sans coiffe et sans semelle, y allant de leur quatre sous en l'honneur de la Vierge Marie.

Et en attendant que le sanctuaire s'édifie, Beauring connaît un splendide essor. Des vendeurs d'objets de piété, d'images saintes, de statuettes fabriquées en grande série font fortune. Des marchands de petits pains et de charcuterie, des bistrots, des restaurateurs pullulent sans pouvoir faire face aux demandes de la clientèle. C'est une nouvelle ruée vers l'Eldorado ardennais. On annonce la prochaine création d'un Palace pour gens du monde, d'un Casino et d'une maison close, ce qui est, on l'avouera, un indice certain de prospérité. Cependant que le prix des immeubles centuple et que les terrains disponibles s'envolent à prix d'or.

Mais le plus fort, dans tout cela, c'est été l'attitude officielle de l'Eglise ou, comme on dit, du Sacré Collège. Il a commencé par frapper le sourcil, puis il a fait des réserves. Il s'est fait tirer l'oreille longtemps, demandant à voir, à contrôler, à vérifier, afin d'éviter toute supercherie, afin que les pèlerins ne soient pas abusés par un thaumaturge à la noix. Maintenant, toute espèce de doute étant levé, le Sacré Collège autorise, donne son estampille sacrée aux apparitions. Qui donc après cela pourrait avoir l'esprit assez retors pour ne pas crier aux miracles ?

Nous nous contenterons des photos.

Si vous voulez y aller voir, la Compagnie du Nord français et celle des chemins de fer belges vous feront des prix de faveur. Deux cents mille pèlerins sont annoncés pour dimanche prochain. La vie est belle.

ARSENÉ.

\*\*\*

FEUILLETON

Le roman découpé en tranches, ou feuilleton, est ordinairement, dans ce qu'on est convenu d'appeler la « grande presse », un article du bazar littéraire, redondant, patriotard, discrètement teinté d'un religieux qui fait surgir des bonheurs ou des curés partout, et généralement interchangeable.

Pourtant, le célèbre *Matin* vient de nous servir une bien bonne. Dans un de ces feuilletons dont le titre est bien fait pour donner naissance aux rêves des concierges : « l'Idole du Roi d'Ys », on pouvait lire, les 21 et 22 juillet, toute une description d'une communauté d'hommes de fer fondée sur la liberte, l'abolition de l'autorité, le sentiment individuel de la responsabilité.

Et ma foi, n'étaient ces croix et ces banderoles semées un peu partout, on verrait très bien ces hommes vivant en communauté libertaire. Vite, M. le Directeur du *Matin*, donnez sur les doigts de M. Jean d'Agraves qui commence à répandre des idées subversives.

\*\*\*

OBJECTEUR

Notre camarade Launay vient, à sa sortie du Cherche-Midi, où il était incarcéré comme objectif de conscience, d'adhérer aux Jeunes communistes.

Immédiatement, comme Roussenq, le voilà transformé en homme-sandwich, en panneau réclame servant au recrutement du « Parti ».

Nous n'avons pas ici à lui en faire grief. Tout de même, nous nous demandons s'il ne lui arrive pas de regretter, aujourd'hui sa belle indépendance d'autrefois.

\*\*\*

LES NOMS ?

*L'Humanité*, qui ne doute de rien, annonce dans son numéro du 4 août, en lettres hautes comme ça, que deux « anars » avaient envoyé 400 francs à la souscription du Parti communiste. Deux anarchistes d'Amiens, précisait l'article qui faisait suite à titre à effet...

Nous n'avions jamais douté de la sincérité de nos deux camarades. Il ne faut pas une imagination débordante pour enregistrer une souscription anonyme avec une mention touchante. C'est à la portée du mendigot royal, qui, d'ailleurs, dans ce domaine, est imbattable, même par le caissier de l'*Huma*. Aussi, pour ne pas mettre celui-ci dans l'embarras, ne lui demanderons-nous même pas les noms de nos deux camarades d'Amiens enfin éclairés par la lapte de Cachin.

Nous nous contenterons des photos.

# Fascisme de gauche ?

Le congrès du Palais de la Mutualité est clos depuis trois semaines, mais les échos en sont encore nombreux dans la presse. Les discours de ceux que l'on appelle par dérision les néo-socialistes sont l'objet de ci de là, de commentaires copieux, et donnent lieu dans les milieux les plus divers à des dissertations sans fin.

Certes, les lais du trois novateurs de la S.F.I.O. ont été un pavé dans la mare. Il serait inexact d'affirmer que l'effet a été le même dans certaines sphères politiques. Il paraîtrait au contraire, si l'on croit le journaliste Charles Dulot dans « l'Information sociale » que Marquet se serait en partie défiguré, malgré ces « coups de force » ; il ne tardera pas à s'écrouler, en dépit de la récente « union sacrée » des radicaux et des « fédéralistes » qui ont cessé la comédie d'opposition pour consolider le gouvernement d'Azafia et conserver les portefeuilles !

En attendant que Marquet, en dépit de ses déclarations dernières, définisse plus amplement et clairement ses idées que certains affirment confuses, le grand débat n'en continuera pas moins sur le « socialisme d'action », « l'Etat fort » ou « l'autorité au service de la démocratie », etc. Autant de formules employées par les divers milieux pour désigner un même concept, appellé à évoluer par des méthodes d'action variées, à des buts différemment définis, mais sensiblement voisins.

Va-t-on vers un fascisme de gauche ? Telle est la question posée. Pour ou contre ce singulier fascisme tel est le grand leitmotiv de toutes les polémiques engagées.

Un certain courant se dessine dans différentes chapelles politico-littéraires de gauche en faveur de ce néo-fascisme. Des intellectuels ont l'esprit hanté par le triomphe de Mussolini et d'Hitler.

Un fascisme de gauche s'impose, paraît-il et cela, pour faire échec à un fascisme de droite !

Telle est la grande idée que l'on a découverte et qu'en soumet à notre examen en vue de son approbation !

Comme on voit c'est relativement simple d'écartier un régime mussolinien en ce pays, il suffit de se convertir à un fascisme de gauche !

Car le fascisme ne serait en vérité, peut-on lire dans un journal, qu'une doctrine politique préconisant telle forme définie d'organisation sociale. Il serait aussi « une méthode d'action, une conception particulière de l'intervention des citoyens dans la vie publique ».

Si la première partie de la définition ne rien dira, la deuxième est d'une importance qui dispense de tous commentaires et détourne toute envie

# A TRAVERS LE MONDE

**20 Anarchistes ont été jugés et acquittés**  
POUR LA STERILISATION EN AUTRICHE  
UN PROCES DE 4 SEMAINES CONTRE PIERRE RAMUS SON ACQUITTEMENT

Du 6 juin jusqu'au 4 juillet 1933 se passa devant la Cour d'Assises de Graz un des procès les plus remarquables. Il s'agissait d'une accusation à cause de la pratique de la stérilisation (vasectomie). Le procès a fait grande sensation en Autriche et ailleurs, car c'était la première fois qu'un tel procès montrait que le jugeait dans cette catégorie, d'autant que les accusés étaient des anarchistes.

On doit se souvenir encore des nouvelles qui étaient publiées en automne 1932, dans toute la presse internationale et dans lesquelles on parlait de « castration » etc. On disait que des anarchistes, sous la direction théorique de notre camarade Ramus auraient opéré des centaines d'hommes, dans le but de s'enrichir. On parlait aussi d'un grand nombre de mutilés et d'endommagés. 18 camarades ont été mis en prison, Pierre Ramus y est resté trois mois.

Le procès a définitivement montré les mensonges et les calomnies de toute la presse, non seulement la bourgeoisie, mais aussi la dite socialiste et bolchevique. Il se termine par l'accordement de tous les accusés, parce qu'il n'y a pas eu un seul homme, qui se déclare endommagé et parce que les juges durent reconnaître que la vasectomie n'est pas identique à la castration, mais est justement le contraire.

Le mouvement anarchiste en Autriche prône la vasectomie pour la restriction des naissances.

En 1927, le professeur Hermann Schmerz, grand chirurgien à l'Université de Graz, déclara que les opérations de rajeunissement qui sont faites par le professeur Eugen Steinach sur des hommes riches, ont pour conséquence la stérilisation de l'homme, mais sans toucher au potentiel viril, le fortifiant au contraire. Le Français Georges Hardy avait déjà démontré cela en 1913. Le Professeur Schmerz pratiquait cette forme spéciale de la vasectomie pour éviter les avortements chez les femmes ouvrières. Lui aussi a été persécuté et la conséquence fut qu'il ne pratiqua plus, fait regrettable, pour le prolétariat.

Pour sa défense et aussi pour démontrer la praticabilité de la vasectomie, Pierre Ramus faisait une grande propagande et organisait beaucoup de grands meetings. Il publiait aussi une brochure sur ce sujet qui incitait la haine de tous les nationalistes et des gouvernementalistes. Dans sa brochure, Pierre Ramus défendait le point de vue, qu'une famille ne devait pas avoir plus d'enfants qu'elle en peut nourrir. La vasectomie a été admise comme un moyen de prévenir les avortements.

Indépendamment de cette propagande théorique, se formait un groupe de médecins, qui en secret, pratiquaient la vasectomie à Graz. A la fin d'août 1932, tout a été découvert par la police. Les organisateurs fuyaient à l'étranger. La police arrêtait alors tous ceux qui avaient quelque relation avec ce groupe, même lorsqu'il s'agissait de relations tout à fait personnelles, et toute sa haine se dirigeait vers Pierre Ramus, qu'elle regardait comme le véritable initiateur de ces activités.

Le procès a donné les résultats suivants : Tous les accusés se sont déclarés partisans de la vasectomie et affirmé qu'ils avaient eux-mêmes subi cette opération. Ils déclaraient avoir formé indépendamment de Pierre Ramus, deux groupes d'opérations. Ramus lui-même, déclarait qu'il avait fait de la propagande pour la vasectomie, la présentant comme un droit de l'ouvrier, et il a fait la défense du problème scientifique de la vasectomie pendant tout le procès, dans quelques discours bien sentis. Il a fait cela si bien, que le procureur de l'Etat a dit une fois : Lorsqu'on vous entend parler, on pense que vous tenez une accusation contre moi, et pas moi contre vous, » P. Ramus répondit : « Vous avez raison, je tiens une accusation contre vous au nom des grandes masses du peuple qui sont forcées de créer des enfants qu'ils ne peuvent nourrir, qui doivent souffrir de la faim. »

Pas à pas, on a pu démontrer, grâce surtout à Ramus, les machinations du procureur et des « experts » de la justice. Il analysait la valeur biologique, éthique et humaine de la vasectomie, qui surtout consiste à empêcher la naissance des enfants, qui ne peuvent avoir de moyens d'existence dans le système capitaliste. Les derniers mots de Ramus firent une grande impression sur la cour et sur le grand auditoire qui remplissait jour par jour la salle. Il disait :

« Si vous me condamnez, alors vous condamnez en moi l'anarchiste dans l'esprit de Kropotkin et de Tolstoï. Mais vous condamnez en moi aussi la science et justifiez un fanatisme féroce et la déraison qui combat toujours la science. Quelque M. le procureur ait lui-même demandé la clémence pour moi à cause de mon « idéalisme égalitaire », je la refuse, en le remerciant, mais définitivement. Je ne demande pas la clémence. Je la repousse. Je demande la justice, le droit et la vérité. Si vous ne pouvez ou ne voulez pas me donner cela, alors punissez cruellement. Mais vous ne ferez pas changer mes conceptions anarchistes et mes convictions éthiques, qui me disent que la vasectomie est une merveille pour l'humanité. Pour cette vérité, je vivrai toujours mais s'il est nécessaire, je mourrai aussi. »

Après deux jours de délibération sur le jugement, la Cour proclama l'accordement de tous les accusés. C'était surtout l'effet des examens de 95 stérilisés, dont aucun n'a été mutilé ou endommagé, mais au contraire, est resté sain et très content. Le Professeur Schmerz offrait à chacun de lui rendre par une autre petite opération, sans douleur, encore une fois la possibilité de procréer, mais il n'y en eut pas un seul qui voulut.

L'issue heureuse de ce procès (1) a fait une grande impression sur le public. Il a apporté beaucoup de sympathies à la vasectomie et aussi à l'anarchisme, parce que le procès a prouvé que l'anarchisme est dans

## VOIX DE PROVINCE

### Le Boucau

ce cas le seul mouvement qui prône un moyen direct. L'organe anarchiste en Autriche « Erkenntnis und Befreiung » (« Connaissance et libération ») a publié un numéro spécial à propos de l'accordement et a aussi envoyé un numéro spécial en Allemagne sous le titre « L'Accordement », puisque le journal est défendu sous son titre dans ce pays.

Comme le procès a éclairé beaucoup de gens sur des questions scientifiques méconnues jusqu'ici, nos camarades d'Autriche veulent publier le compte rendu sténographique du procès dans un livre, sous le titre « Notre combat et notre triomphe pour la vasectomie ». Le procès a fait grande sensation en Autriche et ailleurs, car c'était la première fois qu'un tel procès montrait que le jugeait dans cette catégorie, d'autant que les accusés étaient des anarchistes.

Le moment des vacances est arrivé. Tous les jours, les trains emportent vers la campagne, la mer, la montagne, des voyageurs qui vont pouvoir, enfin, se reposer pendant un moment des fatigues que procurent les travaux de la ville.

Que ce soit par la route ou par le chemin de fer, Paris se vide de plus en plus. La ville devient de moins en moins bruyante. Les boulevards se désembouteillent. Depuis déjà un certain temps, les grandes artères sont fermées les volets de leurs fenêtres. Partout, enfin, où régnait le luxe des gens qui vivent sans n'avoir rien à faire qu'à regarder le peuple travailler, le silence règne.

Tous les partis politiques ont fait faillite, et dans notre ville les travailleurs ont appris à leurs dépens que l'action syndicale doit être indépendante des partis politiques. Nous ne devons pas perdre de temps. Tous les camarades désireux de se grouper doivent se retrouver tous les samedis soir au bar Zin-Zin, avenue Jean-Jaurès.

(1) La loi exige 1-10 ans de prison !

### Belgique

Le jeudi 3 août, les peines de deux ans de prison pour Hem Day (Marcel Idé), et dix-huit mois de prison pour Léo Campion, — les anciens militaires bien connus qui avaient renvoyé leur livret militaire au Ministre de la Défense Nationale, — ont été infligées par la Cour d'Appel en trois mois de prison. Le même jour, à deux heures de l'après-midi, ils furent mis en liberté, par suite de leur longue détention préventive.

L'objecteur de conscience Lionel de Vlaminck, tout comme les camarades sus-nommés, avait commencé une grève de la faim le 23 juillet et qui persévere dans son refus de toute nourriture, n'a pas été libéré.

Pour protester contre cet état de choses, une nouvelle campagne se prépare à Bruxelles et dans tout le pays, afin d'obtenir la mise en liberté immédiate de Vlaminck.

En outre, une action vigoureuse se prépare et sera bientôt entamée afin de réunir un grand nombre de livrets militaires pour les renvoyer ensemble au ministre de la Défense Nationale. Peut-être cette action aura-t-elle déjà commencé au moment où paraît cette nouvelle.

Nous félicitons nos amis Day et Campion de leur libération, qui est le couronnement de leur courage exemplaire, et nous espérons que cet exemple sera suivi le plus possible dans tous les pays.

### Espagne

Ces jours-ci, toute la presse française et étrangère a publié une nouvelle, répandue tendancieusement par une agence de Madrid. Ce n'est pas la première fois que cette agence mi-officielle cherche à détourner l'opinion publique étrangère sur les événements en Espagne et à justifier les méthodes répressives dont use contre le peuple espagnol l'oligarchie sans scrupules qui s'est installée au pouvoir en Espagne.

Nous qui connaissons très bien la vie politique en Espagne, nous sommes bien étonnés de l'ignorance de certains journaux parisiens qui ont publié sous des titres sensationnels un communiqué tendancieux et transparent mal cuisiné au cabinet noir de la sûreté générale de Madrid.

Pensez donc ! « un nouveau complot anarcho-fasciste en Espagne ! Une bonne nouvelle pour ceux qui n'est pas ? Il n'y a pas eu de complot, et les anarchistes n'ont eu aucun rapport avec les fascistes en Espagne. Il faut vraiment être bien ignorant ou bien corrompu pour dire de pareilles choses.

Ce qui est plus pénible, c'est la négligence, pour ne pas dire la mauvaise foi, de nombreux dépositaires de la région de l'Oise qui ont omis de payer ce qu'ils devaient.

Puis fortement que jamais, nous sommes résolus à combattre par la plume tous les profiteurs de régime bourgeois et les propagateurs de la misère.

Nous ne pouvons abandonner la lutte. Cela, jamais ! Nous cherchons le meilleur moyen à remédier à cette situation de fait, et en dehors de nos soucis matériels de notre prochain procès du 20 septembre devant la Correctionnelle de Lille, nous envisageons tous les moyens pour clamrer de nouveau, notre parole vengeresse.

Evidemment, nous ne préparons qu'avec une grande prudence et de fonds. Toutes nos dettes sont payées à l'imprimeur. L'édition du Nord a toujours réglé scrupuleusement à l'édition Générale d'Amiens.

Mais nous sommes des militants fortement engagés, capables de parer à tous les coups de force.

Ce qui est plus pénible, c'est la négligence, pour ne pas dire la mauvaise foi, de nombreux dépositaires de la région de l'Oise qui ont omis de payer ce qu'ils devaient.

Puis fortement que jamais, nous sommes résolus à combattre par la plume tous les profiteurs de régime bourgeois et les propagateurs de la misère.

Nous ne pouvons abandonner la lutte. Cela, jamais ! Nous cherchons le meilleur moyen à remédier à cette situation de fait, et en dehors de nos soucis matériels de notre prochain procès du 20 septembre devant la Correctionnelle de Lille, nous envisageons tous les moyens pour clamrer de nouveau, notre parole vengeresse.

Evidemment, nous ne préparons qu'avec une grande prudence et de fonds. Toutes nos dettes sont payées à l'imprimeur. L'édition du Nord a toujours réglé scrupuleusement à l'édition Générale d'Amiens.

Voilà la vérité sur le nouveau complot en Espagne.

Le Comité International de D. A.

### Italie

La promesse faite par le gouvernement fasciste d'une grande reprise de l'industrie et du commerce a été entendue comme une promesse de salut pour la classe ouvrière mais comme toutes les promesses fascistes, celle-là fut une cruelle tromperie. Elle a rejeté dans le désespoir l'élément ouvrier; parce que jusqu'à présent il ne recevait pas d'emploi.

Voilà la vérité sur le nouveau complot en Espagne.

Le Comité International de D. A.

# TRIBUNE SYNDICALE

Un important article de notre camarade De Groot sur les grèves de Strasbourg nous est parvenu trop tard pour pouvoir être inséré dans le présent numéro.

Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur cet admirable mouvement de lutte et de solidarité ouvrière.

## Les Instituteurs et le syndicalisme

À la veille du vaste mouvement de grève des fonctionnaires du 20 février dernier, nous étions quelques-uns à penser que la réussite d'ensemble d'un pareil geste pouvait être grosse de conséquences. En effet, les fonctionnaires sont, par définition, les plus fidèles serviteurs de l'Etat et son plus puissant soutien. Que l'esprit syndicaliste ait pénétré assez profondément dans la masse de ces travailleurs, pour que les menaces dressées contre eux par un gouvernement de gauche les amène à renverser un moment la vapeur de la machine administrative était d'un bon augure pour la classe ouvrière.

Sans vouloir nous leurrer sur la portée réelle des décisions prises à l'égard de la masse de ses adhérents, nous devons porter à l'actif du Syndicat national des instituteurs confédérés, dont le Congrès annuel vient de se tenir au gymnase Huyghens les 3, 4 et 5 août dernier, le courant qui pousse les militants à une indépendance de plus en plus marquée, d'une part, à l'égard des partis politiques.

Le calme des débats, la tranquille assurance des délégués donnent un poids qui n'est pas négligeable aux motions votées presque toutes sous le signe de la C. G. T. d'avant-guerre, à laquelle un orateur rendit un sincère hommage en la personne des anarchistes. Si j'ajoute qu'une prochaine révision des statuts a été envisagée, qui nous permet d'espérer qu'on reviendra bientôt aux principes posés par Pelloutier et Pouget, on comprendra pourquoi ce Congrès, si semblable de loin à beaucoup d'autres, nous apparaît, au contraire, comme le « fait nouveau » justifiant la révision du procès du prolétariat. Celui-ci, si souvent battu sur le terrain économique, peut et doit prendre sa revanche et pousser à l'extrême limites les conséquences de sa victoire. Le vrai syndicalisme est son arme la meilleure en vue de l'émanicipation individuelle et sociale.

La première grave décision du Syndicat national des instituteurs a été motivée par la carence du gouvernement Daladier en ce qui concerne le classement des instituteurs dans la catégorie B (services actifs) pour le calcul des retraites. Menace à longue échéance et qui risque de ne pas toucher un bon nombre de jeunes instituteurs. Pourtant, c'est à leur intention autant qu'à celle de leurs collègues plus âgés que, sur la proposition du secrétaire général, André Delmas, le Congrès s'est prononcé contre la méthode habituelle des tractations dans les couloirs des Assemblées, et des interventions auprès du Président du Conseil et des ministres intéressés pour une rupture solennelle, et immédiate avec le gouvernement et pour une interruption du service d'une durée limitée, laissant au bureau le soin de donner le signal de l'action, si elle est nécessaire, en temps opportun.

Le gouvernement se laissera-t-il intimider ? Sans jouer au prophète, on peut prévoir qu'il donnera satisfaction aux instituteurs sur ce point, en s'arrangeant pour sauver la face et se donner publiquement partie gagnée. Souhaitons que ce procédé, habituel à tous les patrons obligés à céder, éclaire assez la masse des cotisants des autres syndicats de fonctionnaires confédérés pour les encourager à une lutte serrée, à une résistance pied à pied contre les attaques réactionnaires des gouvernements de gauche.

Seconde décision importante de ce Congrès, c'est celle de lutter contre la guerre par tous les moyens. Bien que des voix très nombreuses se soient élevées contre la S. D. N., la motion votée finalement, pour des raisons d'opportunité dont la raison ne se fera bientôt plus sentir, espérons-le, concernant le vote que la S. D. N. soit transformée en une Société des peuples « au sein de laquelle doit pouvoir s'exercer directement l'action du prolétariat organisé ». En outre, et en attendant, « les dirigeants syndicaux ne doivent exercer aucun mandat gouvernemental incompatible avec l'expression libre de la pensée ouvrière ». On peut s'étonner, bien entendu, qu'un Jouhaux ait pu venir à la tribune, mais l'accueil des plus froids qu'il a reçu n'a pas été sans le troubler.

Enfin, plus que toute autre chose, ce qu'il nous faut souligner, c'est la volonté affirmée par de très nombreux militants, quelques que puissent être leurs sympathies personnelles, pour que le S. N. reste indépendant en principe comme en fait des partis politiques. Il est encourageant de penser qu'au Congrès des instituteurs unitaires même, le représentant du Parti communiste ait été accueilli avec une impatience non dissimulée.

Les instituteurs se rendent compte aujourd'hui que le syndicalisme est une chose et que la politique en est une autre; que le premier est un facteur d'entente, et la seconde un prétexte à toutes les trahisons. Quand la majorité des fonctionnaires et des ouvriers de l'industrie privée seront persuadés de cette vérité, un grand pas aura été accompli vers la Révolution sociale, car le capitalisme aura perdu ses bases et l'Etat ses soutiens.

Jean GALLY.

## 50 ouvriers fendeurs en grève à Trélazé

Depuis un an, les ouvriers du Trélazé ont eu à souffrir du chômage et cette situation s'est encore aggravée à partir du mois de février, éprouvant où les patrons nous ont imposé trois jours de chômage par semaine pendant deux mois et, non contents de cela, ils nous ont imposé une diminution de cinq pour cent à partir du 1<sup>er</sup> avril 1933.

Pour que nous soyons bien sages, et que nous acceptions cette diminution, ils nous ont promis qu'il n'y aurait plus de chômage.

Les camarades savent ce que valent les promesses des patrons, le chômage pendant trois jours par semaine continue jusqu'à ce jour, et nos salaires ne dépassaient pas 500 francs par mois.

Excédés par de telles conditions de travail, nous avons décidé de demander le réajustement de nos salaires pour le dernier trimestre de 1933, nous voulons 28 francs par jour et 25 jours de travail assurés par mois.

Pour soutenir nos revendications, nous sommes mis en grève le 1<sup>er</sup> aout et nous sommes décidés à continuer la lutte jusqu'à complète satisfaction.

Il faut rechercher la cause de l'intransigeance patronale : la passivité et la division ouvrière. Il est grand temps que les militants prennent le danger de cette division et fassent une propagande active pour le regroupement de tous les ouvriers dans une même organisation pour pouvoir résister aux préventions patronales et aux vagues de la réaction.

Duiguou.

## Vers le travail forcé

Depuis quelque temps les chômeurs reçoivent une convocation conçue en ces termes :

« Préfecture de la Seine :  
Office départemental de placement et de la statistique.

« Commission départementale de contrôle et d'appels des fonds de chômage, 5, rue d'Alligre, (12).

Monsieur...

« En vertu de récentes instructions je vous prie de vous rendre ..... le ..... 1933 à 9 heures du matin où vous vous mettrez à la disposition du chef cantonnier (ou du surveillant de jardinage) en vue d'effectuer deux heures de travail, en compensation du secours de chômage qui vous est alloué.

« Je crois devoir attirer votre attention sur le fait que si vous ne vous présentez pas à l'endroit indiqué pour y accomplir ce travail, votre radiation pourrait s'ensuivre et si vous ne pouvez pas fournir d'excuse valable.

« Votre présence à l'endroit précité tiendra lieu, ce jour-là, de pointage de votre carte de chômage effectué habituellement par le service de placement professionnel dont vous dépendez.

Veuillez agréer nos salutations distinguées.

Le travail consiste à ramasser des papiers au bois de Boulogne ou au bois de Vincennes.

Les chômeurs perdent, à exécuter cette tâche humiliante, leur maîtrise et par conséquent toute chance problématique de trouver du travail.

La Commission départementale de contrôle et d'appel des fonds de chômage dont le patron est M. Philippe Loyau, socialiste notoire et anarchiste, a trouvé là un moyen épatain pour faciliter l'exécution des ordres supérieurs : radiations, radiations et toujours radiations pour faire diminuer les statistiques et réduire les frais de la Ville de Paris.

Les camarades qui se refusent à subir cette honteuse et dégradante brimade seront (la circulaire le fait entendre) immédiatement radiés.

Malgré l'état d'impuissance dans lequel les bolcheviques ont jeté les Comités de chômeurs, nous devons dans nos syndicats et dans ces Comités nous élire de toutes nos forces contre cette mesure fasciste. Voilà avec tant d'autres les améliorations apportées par le gouvernement de « gauche ».

Mais ces faits feront-ils réfléchir les électeurs et comprendront-ils enfin la vanité et la stupidité de leur geste ?

René Ringenbach.

## C. G. T.

### Chez les Terrassiers

#### MISE AU POINT

Les terrassiers confédérés se déclarent indignés devant l'attitude prise par un camarade du 13<sup>e</sup> ayant déclaré sur le « Libertaire » du 28 juillet 1933, dans un passage du compte rendu du Congrès de la Fédération parisienne « que les terrassiers voudraient devenir autonomes ou unitaires. »

Ceci est absolument faux, car nous ne savons pas quelle imagination ce camarade a pu inventer cette chose-là.

Dans notre organisation, il n'a été nullement question d'orientation syndicale. Nous demandons que rectification soit faite sur le prochain « Libertaire » concernant ce mensonge.

Pour le Syndicat des Terrassiers confédérés,  
Le secrétaire : Plessix.

### UNION DES OUVRIERS MÉCANICIENS DE LA RÉGION PARISIENNE

Ordre du jour adopté par le Conseil général du 25 juin 1933

Le Conseil général de l'Union des Ouvriers Mécaniciens de la région parisienne proteste contre la manière dont le Sénat a amoindri les effets que l'Assemblée nationale a obtenu au cours de la Chambre.

Les ouvriers métallurgistes confédérés estimant que 15 années après la cessation des hostilités c'est une honte de voir maintenus dans les prisons et bagnes militaires des hommes condamnés par les Conseils de guerre.

D'autre part le Conseil général proteste également contre la teneur de la circulaire Chauvet permettant les poursuites contre les passifs.

Pour l'Union des Ouvriers Mécaniciens de la Région Parisienne.

Aux Métallurgistes de la Région Parisienne

Les ouvriers métallurgistes de la Région parisienne syndiqués ou non sont informés que des permanences sont établies tous les dimanches aux adresses suivantes : 20<sup>e</sup> Section, et Section Technique des Poisseurs, 13, rue des Couronnes, de 10 h. à 12 heures, Paris (20<sup>e</sup>). Section de Boulogne-Billancourt, 83, boulevard Jean-Jaurès, Boulogne, de 9 h. à 12 heures. Section d'Argenteuil : à la Maison du Peuple, 6, av. Jean-Jaurès, à Argenteuil, de 9 h. 30 à 11 heures. 30. Les camarades de nos professions y trouvent

## Moins sur l'Organisation adoptée par le Congrès d'Orléans

#### Cotisations

Le Congrès d'Orléans, après avoir constaté le peu d'efficacité de l'ancienne méthode de paiement des cotisations : Décide que chaque membre de l'organisation versera 1 franc par mois à la Caisse de l'U. A. par l'intermédiaire des groupes et fédérations.

Pour le contrôle de ces cotisations mensuelles, le Congrès donne mandat à la C. A. pour procéder à l'édition de timbres qui seront transmis aux groupes.

#### Le Congrès national

Le Congrès décide que le prochain Congrès de l'U. A. C. aura lieu à Paris en 1935, cette ville offrant plus de commodités d'organisation et de représentation. Un Congrès extraordinaire pourra être décidé dans des cas exceptionnels en nécessitant la teneur. Il sera décidé par un référendum adressé aux Groupes par la C. A. Il sera nécessaire d'obtenir l'approbation de la majorité des groupes.

#### Participation des groupes au Congrès National

Pourront tous participer à titres délibératifs au Congrès, s'ils ont trois mois de présence et de cotisations effectives à l'U. A. et aux fédérations.

Le Congrès mandate la C. A. sur la proposition du camarade Frémont, pour reprendre la motion sur l'organisation des anarchistes, du Congrès de Toulouse, de la modifier en tenant compte des discussions du Congrès, des motions votées. Cette motion modifiée formerait les bases d'organisation de l'U. A. et ses principes idéologiques. Elle sera envoyée aux groupes qui les distribueront à chaque nouvel adhérent.

#### Motion sur la question syndicale

Tous les anarchistes-communistes sans exception reconnaissent la valeur sociale de l'organisation syndicale, école de solidarité de la classe ouvrière et de préparation à la transformation sociale.

L'action syndicale doit être indépendante de toute autre organisation. Les anarchistes-communistes n'ont nullement l'intention de subordonner le mouvement syndical, car ils estiment qu'en poursuivant ses buts propres le syndicalisme réalise en fait nos conceptions sur le domaine économique de la production et de la consommation.

Le Congrès estime que les camarades adhérents à l'U. A.-C. se doivent d'entrer dans les syndicats et d'y œuvrer en vue de l'émancipation totale du prolétariat. Chacun, selon la profession qu'il exerce, la localité qu'il habite et les circonstances, adhérera au syndicat où il pourra faire entendre sa voix de façon efficace.

Les camarades qui se refusent à subir cette honteuse et dégradante brimade seront (la circulaire le fait entendre) immédiatement radiés.

Malgré l'état d'impuissance dans lequel les bolcheviques ont jeté les Comités de chômeurs, nous devons dans nos syndicats et dans ces Comités nous élire de toutes nos forces contre cette mesure fasciste. Voilà avec tant d'autres les améliorations apportées par le gouvernement de « gauche ».

Cette motion a été adoptée par le Congrès de Toulouse en 1931 et confirmée par le Congrès d'Orléans en 1933.

## Rapport sur la lutte anti-religieuse adopté par le Congrès d'Orléans

Les clercs sont une force d'obscurantisme qu'il faut combattre. Ils sont les meilleurs soutiens du Capitalisme et du Fascisme.

Les politiciens d'avant guerre se sont servi de la plate-forme de l'anti-cléricalisme pour accéder au pouvoir à ce moment. On ne connaît en province que blancs et rouges.

À ce moment également, les instituteurs laïcs se dressent contre le cléricalisme, ce qui n'existe plus actuellement. Je demande donc qu'on renvoie à l'U. A. une activité anti-religieuse, que le « Libertaire » publie une chronique dans ce sens, et que l'on diffuse aussi le « Flambeau », publié par le groupe de Brest.

Que les Anars manifestent leur activité dans les groupements qui mènent la lutte anti-religieuse où ils auront la possibilité de faire prédominer la pensée anarchiste, et où ils trouveront également des sympathisants susceptibles de devenir des adhérents de l'U. A.

## Comité International de Défense Anarchiste

Le C. I. D. A. de Paris vient de se reconstituer. Il groupe dans son sein tous les comités de soutien de l'U. A. et prend contact avec les organisations anarchistes de différentes nationalités résidant en France, ainsi que des organisations anarchistes de langue française.

Son but : organiser la défense de tous les camarades anarchistes, étrangers qui, obligés par la répression s'exerçant dans leur propre pays de venir en France pour y vivre et sont encore victimes dans notre république de mesures d'expulsions administratives ou de toutes autres mesures de police. Pour toutes les relations avec le C. I. D. A. et ce qui peut toucher son action envoyez la correspondance au « Comité international » si « Libertaire », 23, rue du Moulin-Joly, Paris XI<sup>e</sup>.

Vient de paraître « Nos chansons » n° 16. Cahier de 10 chansons ou récits. Au sommaire : Le Tournevis aux vaisselles (poème inédit de Gaston Couté) ; Les Petits (J. Richépin) ; Irréver (P.S. Mérop et Gumiéry) ; Le droit d'asile (Clovis et L. A. Drocoos) ; Le chant de la Misère (Loréal et Gumiéry) ; Chanson de Liberté (J. P. Montel et Cloarec-Maupas) ; La Brise de chez nous (Lucotte et Boussard) ; Ils ont des droits sur nous (V. Berthou) ; Ça ira (1789) de L. Ladré et Bécout) ; Le Drapé rouge des temps nouveaux (Guillemain et Can-

## LA VIE DE L'U. A. C.

#### Commission administrative

Prochaine réunion, lundi 28 aout, à 20 h. 30 au bureau du Libertaire. Présence indispensable de tous les membres.

Ordre du jour :

1<sup>o</sup> La propagande et la vie des groupes en province ;

2<sup>o</sup> Organisation de la période hivernale ;

3<sup>o</sup> Questions diverses.

#### PARIS - BANLIEUE

##### COMPTÉ RENDU DU C. I. 29 JUILLET 1933

Les délégués examinent les décisions du précédent congrès de l'U. R. S. S. R. Une assemblée d'information sur ce congrès est décidée pour le samedi, 19 aout. Elle est réservée, aux membres de la Fédération.

Les possibilités d'action donnent lieu à un échange de vues. Il est décidé que les groupes doivent se conformer strictement aux décisions du congrès.

Le congrès ayant décidé la création d'une école d'orientes, le C. I. en étudie l'organisation sans retard.

Le congrès ayant décidé la création d'une école d'orientes, le C. I. en étudie l'organisation sans retard.

Le congrès ayant décidé la création d'une école d'orientes, le C. I. en étudie l'organisation sans retard.

Le congrès ayant décidé la création d'une école